



Quelle différence les politiques étrangères féministes font-elles pour mettre fin aux violences à l'égard des femmes et des filles ?

Une introduction à la relation entre les politiques étrangères féministes, les politiques de développement féministes, les stratégies internationales de genre et les violences contre les femmes et les filles.

Ce qui fonctionne pour prévenir les violences à l'égard des femmes et des filles : impact à grande échelle.

Une initiative de sept ans financée par le Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement du Royaume-Uni (FCDO) pour intensifier la prévention des violences à l'égard des femmes et des filles, basée sur des données et informée par la pratique.

Le programme investira 67,5 millions de livres sterling pour prévenir les violences à l'égard des femmes et des filles (VFF) et contribuer à leur élimination, par les actions suivantes :

- Concevoir, mettre en œuvre et évaluer rigoureusement de manière systématique un éventail d'approches pour intensifier les efforts de prévention des violences, en traduisant les données probantes en programmes et stratégies robustes à grande échelle.
- Concevoir, piloter et tester de nouvelles approches de prévention des violences basées sur la théorie (innovation).
- Renforcer la capacité et la compétence à long terme pour fournir des programmes de prévention des violences à la pointe de la technologie et basés sur des données à travers les bénéficiaires du programme, le gouvernement du Royaume-Uni (principalement le FCDO) et les gouvernements des pays en développement.
- Utiliser les données pour influencer une réponse mondiale plus efficace et à plus grande échelle afin de mettre fin aux VFF.

Publié en juillet 2023

© Programme What Works 2. Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système de récupération ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre, sans attribution complète.

Photo de couverture : Art-thérapie pour mettre fin aux violences contre les femmes à Al-Menia. Vingt-cinq femmes ont participé à cette session. © Out Productions

Mise en page : D.R. encre

Glossaire

DAC	Comité d'aide au développement
FCDO	Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement
PDF	Politique de développement féministe
PEF	Politique étrangère féministe
MGF	Mutilation génitale féminine
VBG	Violences basées sur le genre
FEM	Forum Génération Égalité
OIT	Organisation internationale du travail
ONGI	Organisation non gouvernementale internationale
LGBTQI+	Lesbienne, gay, personne bisexuelle, personne transgenre, queer ou personnes en questionnement, personne intersexe, plus
NAP	Plan d'action national
APD	Aide publique au développement
ODD	Objectif de développement durable
SGBV	Violences sexuelles et basées sur le genre
DSSR	Droits en matière de santé sexuelle et reproductive
UNSCR	Résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies
VFF	Violences à l'égard des femmes et des filles
WPS	Femmes, paix et sécurité
WRO	Organisation de défense des droits des femmes



La Fédération des Femmes de Sucumbíos. L'organisation partenaire de CARE, la Federación de Mujeres de Sucumbíos, Virginia Zozaya et Amparo Penaherrera, examinent les pièces brodées et produites lors de divers ateliers d'art-thérapie à "Puerta Violeta", un espace qui offre des soins gratuits pour les personnes survivantes de violences basées sur le genre. © Ana Maria Buitron/CARE

Résumé

Les Politiques Étrangères Féministes (PEF), les Politiques de Développement Féministes (PDF) et les stratégies internationales sur l'égalité entre les sexes sont devenues de plus en plus courantes depuis que la Suède a lancé la première PEF au monde en 2014. Bien qu'il n'existe pas de définition unique des PEF ou PDF et que différentes approches aient été adoptées, en général, elles impliquent que les gouvernements adoptent une approche explicitement féministe de la politique étrangère, du développement et/ou de la diplomatie. Depuis 2014, le nombre de pays avec des PEF ou des PDF n'a cessé de croître, tandis que des pays comme le Royaume-Uni et les États-Unis ont lancé à l'international des politiques axées sur la défense des droits des femmes, des filles et des groupes marginalisés.

En 2023, à mi-parcours des Objectifs de Développement Durable (ODD), le monde reste indéniablement en retard pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles (VFF) bien que les VFF soient un obstacle fondamental à la réalisation de la majorité des ODD.³ Les PEF, PDF et les stratégies internationales sur l'égalité entre les sexes sont donc des outils nécessaires pour prévenir et répondre aux VFF dans tous les contextes, secteurs et systèmes. Il est nécessaire que de telles stratégies aillent au-delà de la rhétorique pour créer un changement systémique et durable dans la vie des femmes et des filles. Cependant, peu d'analyses existent sur la manière dont la prévention et la réponse aux VFF sont prises en compte dans les PEF existants et les stratégies connexes sur l'égalité entre les sexes, ou ce que cela signifie en pratique.

Ce rapport fournit une introduction à la relation entre les PEF, les PDF, les stratégies internationales de genre et les VFF. Il résume le cadrage et les engagements autour des VFF dans une sélection de PEF, PDF et de stratégies internationales de genre, et examine ce que cela signifie pour le travail de prévention et de réponse aux VFF. Il examine ce qui manque aux politiques existantes et à leur mise en œuvre jusqu'à présent, et formule des recommandations pour les bailleurs de fonds et les décideurs politiques. Le rapport est basé sur une analyse des politiques et des données pertinentes, ainsi que sur des entretiens avec des parties prenantes clés provenant d'organisations de défense des droits des

femmes (WRO), d'organisations non gouvernementales internationales (ONGI), d'organisations multilatérales et de chercheurs spécialisés dans les violences à l'égard des femmes et des filles (désignés comme « parties prenantes » tout au long). Ce rapport est destiné à servir de point de départ pour une discussion plus approfondie sur ce à quoi pourrait ressembler un effort robuste pour lutter contre les VFF dans le cadre des PEF et des stratégies internationales pour l'égalité entre les sexes.

Le rapport conclut que les PEF, PDF et les stratégies de genre connexes ont le potentiel d'être des moteurs influents pour accélérer les progrès en matière de prévention et de réponse aux VFF. Ces politiques incluent souvent des engagements à augmenter le financement pour l'égalité entre les sexes et les WROs. Elles peuvent apporter une volonté politique de haut niveau et un engagement envers l'égalité entre les sexes et le travail sur les VFF. Cependant, pour qu'elles réalisent ce potentiel, elles doivent être mis en œuvre de manière à augmenter les ressources pour des approches transformatrices et fondées sur des données probantes pour la prévention et la réponse aux VFF, qui placent au centre les besoins et les voix des femmes et des filles. De plus, l'ensemble des leviers de la politique étrangère doit être utilisé pour lutter contre les VFF. Il existe également des opportunités pour un meilleur suivi et une plus grande responsabilité de leur impact, ainsi que pour le partage de données probantes et d'apprentissage entre les contextes où ces politiques sont mises en œuvre.

1 Engagements de la PEF, PDF et de la stratégie internationale pour l'égalité entre les sexes concernant les VFF.

La « Politique d'aide internationale féministe » du Canada.

Le Canada a lancé sa Politique d'aide internationale féministe en 2017. Les engagements spécifiques concernant les violence sexuelles et basées sur le genre (SGBV) sont principalement ancrés dans le domaine d'action central : « égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et des filles », y compris pour « aborder les taux inacceptablement élevés de violence basée sur le genre » à travers des « approches globales » ainsi qu'un soutien aux WRO (150 millions de CAD sur 5 ans pour le Programme Voix et Leadership des Femmes), une contribution de 300 millions de CAD au Fonds pour l'Égalité, et un engagement envers des programmes basés sur des données probantes. Les violences basées sur le genre (VBG) est mentionnée dans les 5 domaines d'action restants de la Politique, y compris : 650 millions de CAD pour les droits en matière de santé sexuelle et reproductive (DSSR) ; soutien pour prévenir et répondre aux VBG dans le cadre scolaire ; renforcement de la prévention et de la réponse aux VBG dans les contextes humanitaires ; amélioration de l'accès à la justice pour les femmes et les filles ; et former la police pour mieux répondre aux VBG.

La « politique étrangère féministe » de la Colombie (à venir)

La Colombie a annoncé ses plans pour développer une PEF en mars 2023, conformément à son engagement à atteindre les ODD, et plus spécifiquement l'ODD 5. Le gouvernement colombien a indiqué que la PEF sera guidée par 3 principes : le pacifisme, en accord avec l'Accord de paix colombien ; l'intersectionnalité, en reconnaissant les formes multiples et croisées de discrimination ; et enfin, elle sera participative, en encourageant les femmes à s'engager activement dans les processus de prise de décision dans la sphère publique et privée. Les principaux objectifs de la politique seront de « promouvoir l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et la participation politique des femmes dans toute leur diversité, ainsi que le respect de leurs droits humains, y compris ceux des populations vulnérables comme les personnes LGBTIQ+ et les minorités ethniques, grâce à l'intégration de l'approche transformatrice du genre ». À travers sa PEF, la Colombie a signalé un engagement à « promouvoir un examen critique des inégalités, des rôles, des normes sociales, et des dynamiques et stéréotypes de genre », et à « reconnaître et renforcer les normes positives qui soutiennent l'égalité et des environnements favorables pour les femmes et les filles ».

La « Stratégie internationale de la France sur l'égalité des genres, 2018-2022 »

La Stratégie de la France sur l'égalité des sexes décrit 3 Principes Directeurs : « global », « basé sur les droits », et adoptant une approche « basée sur le genre (intégration du genre) ». L'une des cinq priorités sectorielles est de « garantir aux femmes et aux filles un accès libre et égal aux droits et à la justice ainsi que leur protection contre toutes les formes de violence ». Cela inclut les objectifs de « lutter contre toutes les formes de

VVF ; un accent sur l'élimination des mutilations génitales féminines (MGF) ; la reconnaissance politique du féminicide ; le soutien à l'égalité des droits au sein du système judiciaire ; et la protection de ceux et celles qui travaillent pour lutter contre les violences. La politique fait également référence aux VBG dans sa priorité sectorielle de l'éducation (en éliminant les facteurs qui empêchent les filles de terminer l'école, y compris le mariage d'enfants, les grossesses précoces et les VBG dans le cadre scolaire) ; et dans son travail autour de l'agenda « Femmes, paix et sécurité (FPS) » (en « protégeant les droits des femmes et en abordant les VBG dans les situations de conflit et post-conflit »). Les VBG ne sont pas mentionnées dans le Cadre de redevabilité de la stratégie.

« Façonner une politique étrangère féministe en Allemagne – Lignes directrices du ministère fédéral des Affaires étrangères »

L'Allemagne a publié sa PEF en mars 2023. Elle présente 10 lignes directrices, avec une référence aux VBG principalement sous la ligne directrice 1 sur la paix et la sécurité, qui s'engage à « combattre les VSBG dans les conflits armés » et à « soutenir les personnes survivantes de crimes violents et traduire les auteurs en justice. » Les VBG sont également mentionnées sous la ligne directrice 2, sur l'assistance humanitaire (où la lutte contre les VSBG est mentionnée comme contribuant à l'équité de genre à long terme, aux côtés de l'engagement de l'Allemagne de 15 millions d'euros depuis 2022 pour soutenir l'UNICEF dans sa réponse aux VBG en situations d'urgence et à 8 WROs dans la fourniture de services psychosociaux et une assistance médicale) ; la ligne directrice 3, sur les droits humains (à travers l'opposition à l'abandon de politiques internationales telles que la Convention d'Istanbul, le travail pour prévenir et répondre aux MGF en Éthiopie et en Sierra Leone, et les déclarations publiques et événements pour combattre les violences contre les personnes LGBTQI+) ; et la ligne directrice 4, sur la diplomatie climatique et la politique énergétique externe (reconnaissant la vulnérabilité des femmes aux violences sexuelles en raison du changement climatique).

« Politique étrangère féministe du Mexique 2020-2024 »

Le Mexique a été le premier pays de l'hémisphère sud à lancer une politique étrangère explicitement féministe. Encadrée par les principes des droits humains, la Politique comporte 5 principes, y compris « combattre toutes les formes de VBG, y compris au sein du ministère » et un engagement à « pratiquer le féminisme intersectionnel ». L'accent mis par la politique sur les VBG est lié à un certain nombre d'activités, par exemple le lancement de l'Initiative Spotlight Mexique¹¹ pour lutter contre le féminicide au niveau national (aux côtés de l'ONU et de l'UE) ; l'adoption d'une certification¹² sur l'Égalité au Travail et la Non-Discrimination par le Ministère des Affaires Étrangères du Mexique dans le but de faire certifier tout le personnel du Ministère (la certification nécessite une formation sur les questions de genre et une sensibilisation accrue à la prévention, au traitement et à la sanction du harcèlement sexuel) ; et le co-leadership du Mexique (avec le Canada) du Forum Génération Égalité (GEF). Le Mexique a également ratifié la Convention 190 de l'OIT sur la Violence et le Harcèlement au Travail, qui entrera en vigueur en 2023.¹⁴

Les Pays-Bas – 2023 (à venir)

Le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas a annoncé sa décision de « poursuivre une politique étrangère féministe » en 2022, basée sur les « quatre R » pour les droits (protection des droits des femmes, y compris le droit de vivre sans violence), la représentation (dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques), les ressources (s'assurer que les fonds bénéficient aux femmes), et la prise de conscience (pour savoir si des conséquences négatives involontaires sont à craindre pour les femmes à la suite d'une participation ou d'une programmation). Des détails supplémentaires sur la PEF, avec des contributions issues de sessions de consultation élargies, seront publiés à l'été

2023. Dans le compte-rendu des activités de mai 2022 à 2023 concernant les actions des Pays-Bas sur les VBG on peut mentionner l'organisation de la « Ukraine Accountability Conference » à la Haye¹⁶ (dont un thème clé était la lutte contre les violences sexuelles en conflit, y compris la prise de mesures pour mettre fin à l'impunité pour les SGBV en tant que crime de guerre), et l'initiation d'un ensemble de sanctions de l'UE contre les individus et organisations responsables de violences sexuelles et de violations des droits des femmes à grande échelle.¹⁷

La « Politique étrangère féministe de l'Espagne : Promouvoir l'égalité des sexes dans l'action extérieure de l'Espagne »

Les VFF sont l'un des quatre domaines prioritaires de l'Espagne dans sa PEF 2021. Les domaines d'action déclarés incluent : réaffirmer l'engagement de l'Espagne envers la Convention d'Istanbul, notamment à travers des événements publics et de plaider et promouvoir sa ratification par d'autres nations européennes ; participation au Groupe des Amis de l'ONU pour l'élimination des VFF et au Groupe de travail sur les violence contre les femmes ; signature d'accords bilatéraux pour la collaboration dans la lutte contre les VBG ; combattre l'impunité des violences sexuelles, y compris par le biais de tribunaux internationaux et de sanctions ; et aider les victimes espagnoles de violence à l'étranger. Dans le cadre de leur accord-cadre avec l'UNFPA, l'Espagne a soutenu des initiatives incluant le Programme mondial conjoint sur les services essentiels pour les femmes et les filles victimes de violence, et le programme « NOUS DÉCIDONS » pour promouvoir des politiques d'inclusion sociale, de genre, et de prévention des violences sexuelles dans les populations en situation de vulnérabilité. Les VFF ne sont pas mentionnées dans les 4 autres domaines prioritaires de l'Espagne, à l'exception de l'agenda « Femmes, paix et sécurité ».

La « Stratégie internationale pour les femmes et les filles 2023-2030 » du Royaume-Uni.

La Stratégie pour les femmes et les filles du Royaume-Uni n'est pas une politique explicitement féministe, elle expose la vision du pays pour promouvoir l'égalité des sexes à l'étranger. Elle présente trois thèmes prioritaires interconnectés - les '3 E' : Éduquer les filles ; Autonomiser les femmes et les filles et défendre leur santé et leurs droits ; et Mettre fin aux VBG. Sous le thème « Mettre fin aux VBG », la Stratégie se concentre sur la promotion de programmes basés sur des données probantes pour prévenir et répondre aux VBG, y compris dans les contextes humanitaires (en citant son programme phare « What Works to Prevent Violence: Impact at Scale' »)²². Elle cherche à amplifier les voix et le leadership des organisations dirigées par des femmes, des jeunes et des personnes survivantes; protéger le cadre normatif mondial pour mettre fin aux VBG, y compris par la ratification de la Convention 190 de l'OIT; et promouvoir des espaces en ligne et numériques sûrs et inclusifs pour les femmes et les filles.

La « Politique d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes 2023 » des États-Unis.

Les États-Unis n'ont pas développé de politique étrangère explicitement féministe. Sa politique d'égalité des sexes – ainsi que sa « Stratégie pour prévenir et répondre aux VBG à l'échelle mondiale 2022 » de 2021 – expose les ambitions du pays concernant l'égalité des sexes et des VBG. « S'efforcer d'éliminer les VBG et d'atténuer ses effets néfastes » est l'un des 4 objectifs stratégiques. Les VBG sont l'un des 14 secteurs prioritaires et un thème transversal.



Josée Uwizeyimana est une agricultrice de 28 ans. Depuis qu'elle a rejoint le programme Every Voice Counts, elle a appris ce que sont les violences basées sur le genre, comment les combattre et plaider pour trouver des solutions avec les parties prenantes, tout en comprenant ce que le leadership signifie pour la communauté. En conséquence, elle est devenue l'une des représentantes principales d'un groupe de jeunes qui plaide auprès du gouvernement. © Peter Caton

Les aperçus sectoriels n'incluent pas d'engagements concrets, mais définissent plutôt les défis rencontrés et décrivent des approches prometteuses pour un changement. L'aperçu des VBG inclut : des services de réponse aux VBG de haute qualité centrés sur la personne survivante ; des interventions structurelles pour créer, mettre en œuvre et appliquer des lois et modifier les normes et croyances nuisibles ; réduire l'acceptation

des VBG, promouvoir des normes équitables de genre au niveau individuel, familial, communautaire et institutionnel ; et engager des femmes leaders communautaires influentes, des WROs et des hommes et des garçons pour réaliser un changement transformationnel.

2 Évaluation de l'impact des PEF, PDF et des stratégies liées à l'égalité des sexes sur la mobilisation des ressources et la prévention et réponse aux VFF.

Des engagements à augmenter le financement pour l'égalité des sexes.

Les PEF, PDF et les stratégies internationales liées au genre incluent des engagements importants pour augmenter le volume de l'aide publique au développement (APD) bilatérale axée sur le genre, nécessaire pour accroître les ressources pour la lutte contre les violences à l'égard des femmes et des filles (VFF). Parmi les pays du Comité d'aide au développement (CAD), l'APD, ayant une priorité ou un objectif principal axé sur le genre, a doublé entre 2014 à 2020, atteignant un sommet de 23 milliards de dollars en 2020. Cependant, elle reste faible en proportion de l'APD globale. 56 % de l'APD examinée n'incluait aucun accent sur le genre en 2021. Bien que les engagements marqués uniquement comme principaux aient presque triplé de 2014 à 2020, à leur apogée, ils ne représentaient encore que 12 % des engagements d'aide axés sur le genre, tombant à un peu moins de 11 % en 2021. Il existe des données probantes que les PEF, les PDF et les stratégies internationales peuvent inclure des fonds accrus axés directement ou indirectement sur la prévention et la réponse aux VFF – par exemple, l'investissement du Canada de 650 millions de dollars pour les programmes de DSSR sur 3 ans (triplant ses dépenses précédentes), et le programme d'Action Collective pour Réduire les VBG (CARE-VBG) des États-Unis. Étant donné que la majorité des PEF et des stratégies internationales liées au genre ont été publiées à partir de 2020, il est probablement trop tôt pour déterminer l'impact global sur les niveaux d'aide axée sur le genre. Cependant, elles restent des engagements politiques importants qu'il convient de suivre auprès des bailleurs de fonds.

Augmenter le financement et valoriser le travail des organisations de défense des droits des femmes, tout en offrant plus de possibilités pour développer systématiquement des partenariats de qualité.

L'annonce d'une PEF, PDF ou d'une stratégie de genre internationale a, dans de nombreux cas, été accompagnée d'une augmentation des mécanismes de financement pour soutenir les WROs ainsi que des programmes qu'elles mettent en œuvre. Le financement des WROs et des mouvements féministes a des implications potentiellement significatives pour la réduction des VFF, car les données probantes montrent que des mouvements féministes ou de femmes qui sont autonomes et solides peuvent jouer un rôle significatif dans la lutte contre les VFF.³¹ Des exemples de tels fonds incluent le Fonds pour l'égalité du Canada, les mécanismes de financement des opportunités de leadership pour les femmes I et II des Pays-Bas,³² le Fonds de soutien aux organisations féministes en situations d'urgence de la France,³³ et le composant de subvention "What Works to Prevent Violence" du Royaume-Uni. Un intervenant a décrit la tendance positive des PEF, PDF et des stratégies internationales de genre reflétant une prise de conscience de la nécessité d'engager et d'élever le travail des WROs, et comment cela est remarquable dans la Stratégie actuelle des États-Unis par rapport aux politiques passées. Il existe également des exemples de bailleurs de fonds investissant dans des mécanismes de financement existants pour les WROs, afin de soutenir et de développer

ceux-ci plutôt que de créer de nouvelles initiatives. Par exemple, le Royaume-Uni a investi dans le Fonds pour l'égalité.

Cependant, le soutien et la mise en valeur des WROs restent également limités, en raison du faible intérêt des bailleurs de fonds à s'engager avec des organisations plus petites ou moins formalisées et de la tendance des ONG internationales à chercher à obtenir les financements qui pourraient autrement être destinés aux WROs. Malgré les conseils disponibles sur les manières dont les principaux bailleurs de fonds

peuvent engager et autonomiser efficacement les WROs, les systèmes des bailleurs de fonds continuent d'exiger un niveau de diligence raisonnable, des rapports, ainsi qu'une capacité de gestion de fonds (et des preuves de cette capacité) qui sont inaccessibles à la majorité des WROs, tout en ne fournissant pas de financement de base flexible et à long terme. Par exemple, les parties prenantes en Afghanistan ont noté que la rhétorique autour de la solidarité avec les mouvements féministes mondiaux n'avait pas été suivie d'un soutien pratique de la part des bailleurs de fonds pour les WROs en Afghanistan depuis la prise de pouvoir des talibans en août 2021. Les ONG internationales continuent de recevoir des financements qui sont ouverts mais inaccessibles aux petites organisations de défense des droits des femmes.

Ainsi, bien qu'il y ait des données probantes que le développement d'une stratégie PEF ou d'une stratégie liée au genre soit associé à une augmentation du financement pour les WROs, ce financement ne constituait néanmoins que 2 % de l'aide globale axée sur le genre en 2020, dépensée presque entièrement dans les secteurs de la société civile, de la gouvernance et de l'éducation; le financement pour les WROs a diminué de 2019-20 à 2020-21. Les approches des pays donateurs en matière de partenariat avec les gouvernements peuvent parfois entraîner l'exclusion d'organisations explicitement féministes ou historiquement marginalisées de la conception et de la mise en œuvre des programmes. Un intervenant a donné l'exemple d'un programme axé sur les VFF en Ouganda, où le rôle du gouvernement dans la sélection des partenaires de la société civile pour participer à la consultation du programme signifiait que les WROs, les LGBTQI+ et d'autres groupes marginalisés étaient largement exclus du processus.

Accroître la volonté politique et l'engagement contre les violences à l'égard des femmes et des filles (VFF).

En plus de l'augmentation des financements, les parties prenantes ont fait remarquer que les PEF et les stratégies ont participé à « favoriser des conversations et des engagements » autour du genre et, dans certains cas, des VFF en particulier. Les PEF et PDF, ainsi que d'autres engagements nationaux envers des résolutions internationales, tels que les plans d'action nationaux (PAN) sur la Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU, ont été décrits comme ayant « établi une base de compréhension et un engagement idéal pour les décideurs politiques et les praticiens ».

Conceptuellement, l'utilisation du mot « féministe » – bien que controversée et potentiellement dangereuse dans de nombreux contextes (voir Encadré 1) – a été citée par les parties prenantes de l'hémisphère sud comme essentielle pour revendiquer et reformuler le féminisme en tant que concept positif lié à la promotion des droits humains. En pratique, le Royaume-Uni et, plus récemment, les États-Unis, ont été décrits comme ayant influencé l'intérêt international pour l'engagement contre les VFF, avec les données générées par le programme What Works citées comme ayant motivé un plus grand engagement dans la programmation basée sur des données à travers les acteurs étatiques et non étatiques.

Il a été noté que les PEF et les stratégies internationales encouragent le développement et l'adoption de lois nationales et locales relatives aux VFF, y compris les PAN, en plus de « donner aux WROs l'espace pour travailler directement sur les questions relatives aux VFF ». Bien que l'obtention de financements représente un défi constant, les parties prenantes ont reconnu que, « au minimum, si la lutte contre les VFF est intégrée dans une stratégie nationale ou un cadre politique, cela signifie qu'elle peut être financée ».

Utiliser une gamme de leviers de politique étrangère pour lutter contre les violences à l'égard des femmes et des filles (VFF).

Il a également été noté qu'il existe un potentiel pour que les gouvernements aient un impact plus important s'ils priorisent la prévention des VFF dans une gamme de leviers de politique étrangère au-delà de l'aide et du développement, y compris la diplomatie, la sécurité, le commerce et la politique climatique. Ces domaines sont couverts par la politique de l'Allemagne, bien qu'elle soit axée sur le

ministère fédéral des Affaires étrangères plutôt que sur une approche de gouvernance globale. La Suède a cherché à utiliser la diplomatie et le leadership mondial pour faire progresser les droits des femmes dans le cadre de leur politique étrangère féministe, bien qu'elle ait maintenant été retirée qu'en raison d'un changement de gouvernement. Par exemple, la Suède a introduit une résolution au Conseil de sécurité des Nations Unies en 2017 pour élever les VSBG comme motif de sanctions économiques.⁴⁰ Le Canada a introduit une formation pour l'armée afin de sensibiliser aux impacts genrés des conflits, des catastrophes naturelles et des urgences.⁴¹ Le Canada et la France ont également utilisé leurs présidences du G7 pour faire avancer les engagements sur le genre, après s'être engagés à des PEF.⁴² Cependant, d'autres ont noté qu'il existe moins de données probantes sur l'impact des PEF au-delà de l'aide et du développement, ou de la priorité donnée à la prévention des VFF et l'égalité des sexes par rapport à d'autres objectifs de politique étrangère.⁴³

Boîte 1 – L'importance de la langue

Les parties prenantes ayant participé à des entretiens avec des WROs en Jordanie, au Liban, au Mali, en République Démocratique du Congo (RDC) et en Afghanistan ont toutes souligné les risques associés au fait de fonctionner en tant qu'organisation explicitement « féministe ». Une personne travaillant à Cox's Bazaar a fait face à une réaction négative du gouvernement et de la communauté après avoir été étiquetée comme féministe ; une autre du Mali a rappelé comment leur organisation a été contrainte de retirer le mot « féministe » de son titre pour pouvoir s'enregistrer officiellement, mais à de nouveau fait face à une réaction négative lorsqu'un média a utilisé par erreur son nom d'origine. Une personne interviewée qui travaille en Jordanie a décrit les contradictions de devoir utiliser le langage du féminisme dans le signalement aux bailleurs de fonds, tout en supprimant activement la référence au mot lors de la mise en œuvre du projet dans certains contextes.

Malgré ces défis, lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que les gouvernements donateurs devraient adopter l'étiquette « féministe », tous ces acteurs ont répondu par un « oui » catégorique. L'utilisation du mot féminisme a été décrite comme « importante pour se réapproprier le mot, pour montrer aux gens que c'est quelque chose de positif, qu'il s'agit des droits humains ». Les ONG internationales utilisant le terme ont été citées dans plusieurs contextes comme contribuant à créer une couverture et un espace pour que les organisations locales s'engagent dans des conversations autour du féminisme, du patriarcat et des normes nuisibles qui perpétuent les VFF. L'encouragement à l'utilisation de ce mot a également été cité comme pouvant aider à établir une vision commune autour des objectifs du féminisme, ce qui soutiendrait la construction d'un mouvement à travers différentes régions. Un intervenant de la RDC a noté qu'il espère qu'à l'avenir, les récits seront centrés sur des discussions autour du féminisme et des objectifs féministes – mais que cela est peu probable tant que le mot est encore perçu avec soupçon et négativité.

D'autres ont noté qu'en utilisant le terme « féministe », les gouvernements devraient s'assurer de ne pas rebaptiser le travail qui existe déjà sur l'égalité des sexes, mais plutôt chercher à utiliser des approches transformatrices et à aborder des questions telles que l'intersectionnalité et les relations de pouvoir inégales, y compris entre les hémisphères sud et nord.

3 Lacunes et opportunités pour la prévention et la réponse aux VFF dans les stratégies existantes.

Lacunes

Un recentrage sur les VFF et une tendance à l'intégration de la question dans les politiques générales

Presque toutes les parties prenantes interrogées ont observé comment les VFF ont de plus en plus été intégrées dans des objectifs plus larges autour de l'égalité des sexes ou de la programmation sectorielle. Certains ne considéraient pas cela comme intrinsèquement problématique, soulignant que la décision de se concentrer sur les VFF devrait être « spécifique au contexte et basée sur les forces de tel ou tel gouvernement ». Cependant, la majorité a exprimé des préoccupations concernant le fait que les travaux fondés sur des données concernant les VFF soient oubliés dans les programmes sectoriels, et que les opportunités de traiter les VFF dans des domaines de

programmation sectorielle (souvent bien financés, voire plus soutenus que d'autres secteurs) tels que l'éducation, la santé, la protection sociale, le climat et le développement économique soient négligées.

Le passage vers l'intégration des VFF dans les programmes de genre ou sectoriels, combiné à l'utilisation d'un langage neutre en termes de genre et, dans certains cas, à l'hésitation quant à l'utilisation du terme « féministe », a été décrit par de multiples parties prenantes comme une dépolitisation des VFF et un « changement d'étiquette pour des pratiques habituelles ». Comme l'a noté un intervenant d'une ONG, « les VFF sont souvent intrinsèquement liées à des objectifs plus larges d'égalité des sexes – mais pas explicitement ». D'autres ont noté que « les gens sous-estiment souvent que la lutte contre les VFF est une compétence technique, de la même manière que l'on ne doute pas des compétences techniques des experts en réforme du secteur de la sécurité », ce qui signifie que le travail sur les VFF est souvent techniquement sous-doté en ressources. En même temps, le travail autonome sur les VFF a une portée étroite, par exemple, étant limité au travail de réponse dans des contextes d'urgence. Cette réponse centrée sur une réponse

restreinte pour traiter des VBG se reflète dans un certain nombre de stratégies : l'engagement principal de l'Allemagne sur les VFF est de « s'attaquer au SGBV dans les conflits armés », avec un accent sur la prévention et la réponse à l'excision ; la France s'est engagée à intégrer les VFF dans le secteur de l'éducation et à soutenir le Fonds mondial pour les personnes survivantes de violence sexuelle liée aux conflits ; et les engagements de l'Espagne sont en grande partie limités à la défense des droits et à la lutte contre l'impunité dans les contextes de conflit. Le travail de réponse aux VFF souffre également d'une définition et d'une mise en œuvre trop étroites, et est souvent limité aux situations d'urgence, en particulier aux violences sexuelles liées aux conflits.

Un manque d'attention à la prévention des VFF

Il existe des exceptions notables : le programme What Works du Royaume-Uni a été maintes fois reconnu pour son impact sur la prévention des VFF et sur l'élargissement de la base de données probantes autour de la prévention, tout comme le Fonds pour l'égalité du Canada et l'Initiative Spotlight. Cependant, en général, les parties prenantes ont décrit ce que l'on appelle le travail de prévention des VFF comme « principalement réactif, axé sur un grand événement comme la Journée internationale des femmes ou des communications ponctuelles », ce qui a peu ou pas d'impact sur les attitudes ou les comportements par rapport aux VFF. Les engagements énoncés dans la majorité des PEF, PDF et des stratégies de genre connexes ne reflètent pas les données probantes sur le travail de prévention des VFF en tant qu'approche à long terme et rentable ; comme l'a noté un intervenant, « il est difficile de convaincre les bailleurs de fonds d'adopter cette approche à long terme ». La prévention des VFF a été décrite comme presque entièrement absente des programmes humanitaires (malgré une base de données probantes petite mais croissante sur ce qui fonctionne dans de tels contextes), où le modèle de travail sur les VFF est généralement limité aux activités de réponse immédiate et souvent étroitement centré sur les violences sexuelles liées aux conflits, même dans les crises prolongées ou les camps de réfugiés établis.

Les défis de mise en œuvre découlant des pressions exercées par les bailleurs de fonds.

Lorsque le financement est alloué à des travaux de prévention basés sur des données probantes, la pression pour obtenir des résultats rapidement, à grande échelle, et par le biais d'approches de programmation inflexibles, a été reconnue comme entraînant souvent une mise en œuvre inefficace et potentiellement nuisible. Un intervenant d'une OWR a décrit leur engagement dans un programme de prévention financé par des bailleurs de fonds où ils se sont sentis sous pression pour atteindre un niveau d'impact avec lequel ils ne se sentaient pas à l'aise : « nous n'étions pas compris en tant que partenaire de mise en œuvre, on nous demandait de travailler à une échelle que nous ne pouvions pas atteindre efficacement, ou qui risquait de causer des dommages ». Les parties prenantes de plusieurs WROs ont noté que les programmes de prévention échouaient souvent à adopter une approche basée sur le cycle de vie dans la mesure où les adolescentes ont tendance à être traitées soit comme des femmes, soit comme des enfants, sans reconnaissance des comportements spécifiques et des risques associés à leur âge.

Les parties prenantes issues de milieux multilatéraux et d'ONGI ont noté qu'il peut y avoir une tendance pour les pays ayant des PEF, PDF ou des stratégies de genre connexes à concevoir des interventions contre les VFF au niveau central, rendant difficile leur mise en œuvre de manière contextualisée, localement appropriée et flexible. D'autres ont noté que pour résoudre ce problème, il est nécessaire d'investir afin de garantir que les compétences et l'expertise appropriées soient disponibles à tous les niveaux de l'organisation afin que les engagements politiques puissent être mis en œuvre. Un intervenant a comparé un programme conçu de manière centralisée avec un programme distinct conçu par des ONG internationales et des organisations de défense des droits des femmes nationales, en soulignant que ces programmes partageaient des objectifs similaires, mais que le second « bénéficiait de beaucoup de la flexibilité qui faisait défaut à l'autre programme ».

Les mécanismes de décaissement des fonds échouent souvent à atteindre les objectifs des PEF et des stratégies connexes ; les parties prenantes ont salué les efforts des bailleurs de fonds pour soutenir des approches de prévention transformatrices telles que SASA! et Stepping Stones, mais ont décrit comment ces programmes peinent souvent à permettre aux WROs de disposer de l'espace et de la flexibilité nécessaires pour mettre en œuvre ces approches de manière optimale.

Les parties prenantes ont décrit le travail de réponse comme équivalant à la fourniture immédiate de services tels que « one-stop-shops » et des abris, sans une prise de conscience des bonnes pratiques centrées sur les personnes survivantes ou une stratégie pour la durabilité. Cette approche à court terme est devenue évidente en Ouganda au début de la COVID-19 en 2020, lorsque le financement des abris par un bailleur de fonds a pris fin, entraînant la fermeture de la majorité d'entre eux, car – après plus d'une décennie de mise en œuvre – le gouvernement manquait de connaissances et de compétences pour poursuivre leur fonctionnement.

Bien que les PEF et les stratégies connexes aient été saluées pour leur contribution aux lois et politiques nationales concernant les VFF, les parties prenantes ont souligné que les programmes axés sur le changement législatif incluent rarement suffisamment de temps et de budget pour soutenir leur mise en œuvre (en toute sécurité) une fois qu'ils sont adoptés. Un intervenant a décrit comment, « en Afrique de l'Est, une fois qu'une loi est adoptée, tout le monde se sent à l'aise et imagine que la police et la loi vont accomplir des miracles ». Ils ont souligné la nécessité d'un travail à plus long terme afin que les prestataires de services puissent internaliser les valeurs nécessaires pour soutenir le travail de réponse (et de prévention) aux VFF.⁴⁹

Les approches pour engager les hommes et les garçons

De nombreux acteurs, en particulier ceux des WROs, ont exprimé leur préoccupation concernant les approches des bailleurs de fonds pour impliquer les hommes et les garçons dans la prévention et la réponse aux VFF, décrivant l'échec à les engager aux côtés des femmes et des filles (plutôt que séparément ou pas du tout) comme un obstacle à la lutte contre les normes sous-jacentes aux VFF. Les parties prenantes des WROs ont cité des exemples où les efforts pour impliquer les hommes sans la participation des femmes ont entraîné une réduction des espaces pour les femmes et une décentralisation de leurs besoins. Ils ont également décrit comment les programmes de lutte contre les VFF qui n'engagent pas du tout les hommes ou les garçons ont tendance à être soit inefficaces, soit à risquer de provoquer une réaction négative. Comme l'a dit un intervenant, « les hommes doivent être impliqués, sinon ils sont exclus et pensent que ce n'est pas leur problème », tandis qu'un autre a souligné que, sans l'engagement des hommes, les problèmes des femmes et des hommes peuvent être opposés les uns aux autres, provoquant une réaction contre les objectifs féministes. Ces réflexions concordent avec les données probantes sur l'engagement des hommes dans les efforts de prévention, qui déconseille les programmes qui n'incluent pas les femmes, et constatent que l'engagement des partenaires masculins des femmes et, dans certains cas, des familles, peut augmenter le succès d'une intervention.

Le suivi de l'impact sur les VFF et redevabilité



Une femme se renseigne sur les différentes lois concernant la violence domestique grâce aux brochures fournies par le service d'information mobile dans le cadre du projet communautaire P.A.C.E mis en œuvre par CARE Bangladesh. Ce projet vise à renforcer la capacité des travailleuses migrantes urbaines à progresser dans leur vie personnelle, professionnelle et communautaire en leur fournissant les conseils et la formation nécessaires. Konabari, Gazipur. © Tapash Paul/CARE

Les pays ont eu du mal à effectuer un suivi efficace et à documenter l'impact de la mise en œuvre de leur PEF et des stratégies connexes, et les VFF ne sont souvent pas incluses de manière cohérente ou adéquate dans le cadre de redevabilité des politiques.

Les parties prenantes impliquées dans l'analyse des PEF ont souligné comment le Canada a peut-être connu le plus de succès dans le suivi de l'impact considérable de son PDF, ayant développé des outils de suivi ambitieux et intersectionnels. Cependant, ils ont rencontré des défis importants autour de la gestion de l'information. La Suède s'était engagée montrer l'impact de la prévention et de la réponse aux VFF, et avait investi dans une évaluation indépendante pour ce faire. Cependant, cela n'a pas été publié avant que la politique ne soit retirée en 2022. Le Mexique a été signalé pour avoir manqué de faire

un rapport sur les progrès réalisés
pour atteindre ses objectifs (bien
articulés)

autour des VBG. La stratégie de la France a
été initialement saluée pour son cadre de
redevabilité; cependant, les parties
prenantes ont noté que la France a
également eu du mal à convaincre sur
l'ampleur de son impact.

Dans le suivi du programme, les parties prenantes ont exprimé des inquiétudes concernant l'accent mis par les bailleurs de fonds sur l'ampleur et la portée en termes de nombre de bénéficiaires plutôt que sur le potentiel de transformation ou la durabilité. Ils ont décrit une attention portée sur « la réduction ultime de la violence, sans suivre d'autres facteurs comme la mise en œuvre des lois pertinentes ou l'évolution des opinions sur la violence ». Comme l'a noté une personne, « nous pouvons partager des rapports qui capturent l'impact en termes de rouge, jaune et vert, mais combien étaient liés aux groupes marginalisés ? » Qu'est-ce qui sera durable ? Si nous avons changé les attitudes, comment cela s'est-il produit ? Cette focalisation sur l'ampleur sans une attention concomitante aux droits, à l'intersectionnalité ou à la durabilité a été décrite comme favorisant des programmes inefficaces ou nuisibles, et perpétuant la dépolitisation des VFF.

Une déconnexion avec les politiques et tendances internationales et nationales plus larges.

Un écart critique dans les PEF existants et les stratégies connexes est la déconnexion entre ces politiques et d'autres politiques et tendances internationales. Les défenseurs de la politique étrangère féministe ont appelé à l'intégration des principes féministes dans tous les domaines de l'engagement international, y compris l'aide, le commerce, la défense, la diplomatie et la politique d'immigration. Cette démarche a le potentiel de mobiliser davantage de ressources et de volonté politique pour lutter contre les VFF. Cependant, les politiques dans ces domaines peuvent également servir à saper les engagements visant à lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles (et l'inégalité de genre) à l'étranger. Les liens entre les ventes d'armes et les VFF sont bien établis ⁵⁵ par exemple, mais il y a peu de preuve que les gouvernements en fassent une priorité dans leur gouvernance. Le changement climatique est également un facteur croissant de la violence à l'égard des femmes et des filles. Bien qu'il y ait des efforts pour intégrer le genre dans la politique climatique, par exemple, à travers le Plan d'Action Genre de la UNFCCC, il existe aussi des appels aux gouvernements, en particulier dans l'hémisphère nord, pour qu'ils agissent plus rapidement afin de combattre la crise climatique, et pour intégrer l'égalité des sexes plus efficacement dans les politiques climatiques et le financement. D'autres ont noté que les approches traditionnelles dans des domaines tels que la défense et la sécurité sont souvent construites sur des normes patriarcales, et qu'appliquer une perspective féministe nécessiterait une approche transformative pour les démanteler.

Ces dernières années, une réaction croissante contre l'égalité des sexes a été observée ainsi qu'une montée des mouvements anti-égalité des sexes. Comme l'ont noté les parties prenantes de l'Inde, « cette réaction contre l'autonomie corporelle – elle a des répercussions à travers l'Inde et le monde ». Il a été noté que les gouvernements disposant de PEF, de PDF et de stratégies internationales connexes pourraient donner priorité à la lutte contre ces mouvements en montrant l'exemple au niveau mondial, et s'assurer que leurs politiques nationales ne sapent pas ces efforts, par exemple, par un soutien aux communautés de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR) et LGBTQI+. Enfin, les parties prenantes ont noté l'insécurité associée aux politiques internationales de genre, citant la volatilité de la politique étrangère des États-Unis sous Trump et le retrait de la politique étrangère féministe de la Suède en 2022 comme exemples de stratégies dont la priorité diminue en fonction des changements de leadership politique, ce qui compromet le travail transformateur pour lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles qui nécessite généralement (bien que ce ne soit pas toujours le cas) un engagement à plus long terme.

Opportunités

Créer des agendas d'apprentissage partagés

Les parties prenantes ont souligné la nécessité d'un partage d'informations plus efficace concernant les PEF, les PDF et les stratégies internationales de genre, ainsi que les opportunités croissantes de

le faire à mesure que les politiques existantes mûrissent. Les avantages d'un meilleur partage d'informations ont été soulignés entre les pays disposant de PEF, entre les pays avec et sans PEF, entre le Nord et le Sud, ainsi qu'entre les pays du Sud. Un intervenant a noté comment l'accent mis par les États-Unis à la fois sur les VFF et sur la promotion de l'appropriation locale dans sa stratégie d'égalité des sexes est relativement nouveau. Les États-Unis bénéficieraient de l'expérience de pays comme la Suède et les Pays-Bas dans ces domaines - en particulier sur la question de la flexibilité des programmes. Les projets des Pays-Bas d'organiser un sommet axé sur les PEF à la fin de 2023 représentent une opportunité prometteuse pour ce type de partage d'informations. D'autres observateurs ont évoqué l'approche du Royaume-Uni en matière de collecte de données probantes et de suivi de l'impact du programme What Works et espéraient que le Royaume-Uni se positionne en tant que leader pour guider d'autres pays sur l'adoption d'approches solides de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (MEL) des VFF et ils ont mentionné son potentiel à créer un centre de connaissances.

Encadré 2 – Le Mexique, et le rôle de la politique nationale et internationale dans la lutte contre les VFF.

Le Mexique a été le premier pays d'Amérique latine et de l'hémisphère sud à développer une PEF. Cette dernière a été décrite par le Centre international de recherche sur les femmes comme « assez proche » d'une PEF de référence selon des consultations avec des organisations féministes à l'échelle mondiale. Les parties prenantes ont souligné que le Mexique a fait entendre sa voix dans la défense et la promotion du travail des défenseurs des droits humains féministes dans des contextes multilatéraux « d'une manière que d'autres pays ne font pas ». Le pays a également été décrit comme étant « uniquement positionné pour promouvoir l'agenda Femmes, paix et sécurité à l'international tout en élargissant simultanément sa protection et son soutien aux efforts des artisanes de la paix dans ses zones touchées par le crime » grâce à son mandat en tant que membre non élu du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce lien entre le focus national et international est clair dans le Plan d'Action National du Mexique sur la RCSNU 1325, qui inclut un Objectif Stratégique visant à « intégrer le genre dans les processus de consolidation de la paix et de sécurité sur le territoire national », et des actions sur « la promotion de la formation des institutions policières à la prévention des VFF, en particulier les SGBV » et « la création de forces de police spécialisées dans la prévention, les enquêtes et la poursuite des VFF ».

Cependant, le Mexique a été critiqué par les féministes du pays pour ses contradictions entre son ambition de « combattre toutes les formes de VBG » et ses taux élevés de VBG et de féminicide au niveau national, ainsi que l'ambivalence historique du gouvernement envers la prévalence des VBG et le féminisme en général. Comme tous les pays disposant de PEF et de FDP, le Mexique a eu du mal à convaincre quant aux changements liés à sa PEF, et continue de faire face à des défis importants pour lutter contre VFF à l'échelle nationale. Néanmoins, en présentant une vision ambitieuse et intersectionnelle de sa PEF, le Mexique a marqué un tournant par rapport à l'idée selon laquelle de telles politiques ne sont des outils réservés qu'aux pays plus riches de l'hémisphère nord. Que le lancement de la PEF ait intensifié l'attention des féministes mexicaines sur les luttes du pays contre les inégalités entre les sexes est peut-être quelque chose dont d'autres pays pourraient s'inspirer. Comme l'a noté un intervenant, « il serait maintenant opportun pour les pays donateurs de s'interroger sur les défis qu'ils rencontrent eux-mêmes en matière de droits des femmes et d'égalité ».

Les parties prenantes de l'Inde ont noté que les conversations nationales autour de la PEF ont tendance à être dirigées par les gouvernements de l'hémisphère nord plutôt que par les gouvernements ou les organisations de l'hémisphère sud, et que l'établissement de communautés de pratique Sud-Sud pourrait être un mécanisme utile pour établir des positions et une voix du Sud sur le sujet. À cet égard, les parties prenantes ont estimé que le fait d'avoir des champions engagés dans chaque pays autour des PEF – qu'ils proviennent de pays ayant déjà développé une stratégie liée aux PEF ou qu'ils cherchent à en développer une – favoriserait également un réseau plus efficace et un meilleur partage d'informations, en particulier pour les WROs au niveau infranational cherchant à plaider en faveur de changements politiques, ou à mettre en œuvre des programmes soutenus par la PEF.

Un engagement renforcé avec les WROs, leur leadership et un investissement accru dans les organisations dirigées par et pour les groupes marginalisés.

Compte tenu des augmentations modestes mais significatives du financement dédié aux programmes localisés dirigés par des femmes, les PEF, les PDF et les stratégies connexes offrent une opportunité d'engager de manière plus significative un éventail plus large de WROs et d'organisations dirigées par

et pour des groupes marginalisés. Les parties prenantes des WROs ont salué l'engagement des bailleurs de fonds avec les gouvernements nationaux, mais les ont également interpellés sur les limites de cette approche et à promouvoir un meilleur équilibre entre les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux : « lorsque le gouvernement prend les devants, il y a ce qu'ils peuvent et ne peuvent pas faire - ils ne mobiliseront pas les femmes, les hommes et les communautés pour mettre fin aux VFF – c'est un travail dirigé et défendu par les femmes et les filles ». Les ONG internationales et les parties prenantes multilatérales ont souligné la nécessité de « créer de meilleures voies pour renforcer l'engagement des WROs »

et d'utiliser les données probantes qui existent sur les modalités de financement efficaces pour les organisations plus petites et moins formalisées afin d'éviter de toujours faire appel aux mêmes organisations dans un contexte donné. Préparer ces voies nécessitera un investissement de temps, comme ce fut le cas pour le programme What Works, qui vise à ancrer les WROs grâce à son volet de subventions pour l'innovation. What Works, ainsi que le Fonds pour l'égalité du Canada et le fonds Leading from the South soutenu par les Pays-Bas – tous deux conçus avec des contributions importantes d'organisations féministes et de fonds pour les femmes – ont été cités comme des exemples forts dont d'autres pays pourraient s'inspirer. En s'appuyant sur ces initiatives, ainsi qu'en menant des consultations sur les modalités de financement, d'autres observateurs ont souligné le potentiel d'inclure ces groupes dans la conception et la conceptualisation d'une PEF ou d'un PDF. Cela viserait à soutenir l'objectif de faire en sorte que les PEF, les PDF et les stratégies internationales connexes passent d'une focalisation sur les femmes et les filles à un modèle dirigé par ceux et celles qu'elles sont censées bénéficier.

Renforcer la base de données probantes sur les VFF.

Enfin, les parties prenantes ont souligné l'opportunité de contribuer aux données probantes sur les VFF, notamment en promouvant une approche plus féministe sur ce qui constitue des données valorisées et utilisées. Un manque continu de données ventilées par genre est un défi clé pour la programmation intersectionnelle des VFF. Cette question a été soulevée à plusieurs reprises par les WROs lors des récentes consultations du FEM, et fait partie des engagements dans un certain nombre de PEF, PDF et stratégies connexes.⁶⁷ Les parties prenantes axées sur l'international ont souligné que l'argument en faveur du travail de prévention repose souvent « fortement sur des arguments moraux, sans... utiliser de preuve pour montrer qu'il est à la fois économique et moral. » Et cela malgré des données probantes qui montrent les coûts économiques des VFF, y compris la perte de revenus individuels et familiaux, le retrait de personnes productives du lieu de travail, et un impact global sur l'économie, ainsi que des coûts sociaux de grande envergure qui incluent l'érosion de l'autonomisation des femmes, de leur leadership, de leur capacité à négocier leur sécurité, et les impacts intergénérationnels des VFF.⁶⁸

Les parties prenantes des WROs et des ONGI affirment que le soutien aux organisations de base représente une opportunité de recueillir et de présenter des innovations et des données générées localement, qui ont historiquement été ignorées comme « non scientifiques ». Comme l'a noté un intervenant, « l'innovation [locale] se produit et beaucoup de données probantes émergent, mais... les personnes qui prennent les décisions les ignorent. ». Un autre a soutenu que, compte tenu des difficultés de ressources auxquelles la communauté VFF est confrontée, les bailleurs de fonds manquent une opportunité d'utiliser la recherche locale déjà générée autour de la prévention et de la réponse aux VFF.

4 commandations pour les gouvernements

- 1 Utilisez toute la gamme des leviers de politique étrangère pour donner la priorité à la lutte contre les VFF et alignez les** objectifs de politique étrangère pour l'égalité des sexes avec les politiques nationales, en assurant la cohérence entre la politique nationale et étrangère. Augmenter l'utilisation de la diplomatie et du leadership mondial pour soutenir les progrès sur la lutte contre les VFF, intégrer la prévention et la réponse basées sur des données probantes dans des politiques telles que la sécurité, la défense, le commerce et le changement climatique. Évaluer les approches politiques pour leur impact sur les droits des femmes et des filles, et chercher à intégrer des approches intersectionnelles dans la conception et la priorisation des politiques.

2 Augmenter le financement pour les programmes autonomes sur les VFF, y compris, mais aussi au-delà du travail de réponse aux VFF. Cela devrait s'appuyer sur la base de données probantes existantes qui concernent la prévention et la réponse aux VFF, tout en reconnaissant les coûts économiques et sociaux avérés de l'inaction et en abordant la prévention des VFF comme une approche à long terme et rentable, ainsi que la preuve de l'efficacité des programmes combinant prévention et réponse. Les programmes autonomes de lutte contre les VFF devraient adopter des approches holistiques visant à aborder les formes de violences multiples

et croisées que les femmes et les filles subissent, au-delà des violences sexuelles en conflit, y compris les formes les plus couramment vécues (par exemple, la violence conjugale, la violence familiale) et celles qui sont liées à d'autres secteurs clés pour atteindre l'égalité des sexes (par exemple, la violence à l'école, la violence sur le lieu de travail et lors des trajets vers/depuis le lieu de travail).

- 3 Engagez-vous à développer et à mettre en œuvre des approches transformatrices basées sur les données probantes pour la prévention et la réponse aux VFF, qui placent au centre les besoins et les voix des femmes et des filles, en mettant l'accent sur des impacts durables, y compris dans les contextes humanitaires et de conflit.** Cela devrait inclure : l'intégration des VFF dans tous les leviers de politique étrangère ; l'allocation de ressources adéquates (pour les interventions et l'expertise technique) ; la reconnaissance des limites des événements de plaidoyer ponctuels et des efforts de sensibilisation dans le travail de prévention ; l'adoption d'une approche à plus long terme centrée sur la personne survivante pour le travail de réponse ; l'expansion du travail de réponse au-delà du soutien immédiat et du travail sur les violences sexuelles liée aux conflits ; l'élévation de la recherche générée localement qui a été historiquement exclue de la base de données probantes sur la prévention et la réponse ; l'implication des hommes et des garçons en utilisant un langage et en concevant des interventions qui reconnaissent que les femmes et les filles sont majoritairement touchées par la violence masculine et facilitent leur leadership. Assurez-vous que l'expertise et la capacité nécessaires sont disponibles pour concevoir et investir dans des fonds qui soutiennent des programmes à un niveau régional, national ou infranational, basés sur un cadre de principes et d'objectifs fondamentaux, plutôt que sur des programmes conçus de manière centralisée qui peuvent manquer d'appropriation locale et de flexibilité.
- 4 Augmenter le pourcentage global des engagements axés sur le genre dans les dépenses de l'APD, et continuer à renforcer les engagements visant à augmenter le pourcentage de financement axé sur le genre allant directement aux WROs.** Identifier et publier des stratégies pour augmenter la proportion des dépenses de l'APD qui sont à la fois principalement et significativement axées sur l'égalité des sexes. Travailler avec les WROs pour établir ou affiner des mécanismes de financement accessibles; fournir un financement de base flexible et à long terme; permettre une mise en œuvre et un suivi intersectionnels; et encourager l'innovation et le pilotage autour de la prévention et de la réponse aux VFF pour construire la base de données probantes.
- 5 Suivre la mise en œuvre et l'impact de la politique étrangère et de développement sur les VFF (indépendamment et dans le cadre d'une approche de transversalisation),** conformément aux recommandations formulées par les ODF dans le cadre du Forum Génération Égalité de l'ONU Femmes et Women7, et dans le cadre des processus de responsabilité intégrés dans les politiques axées sur le genre. Créer des opportunités d'apprentissage à partir des succès et des défis des efforts de suivi existants, en collaborant avec les WROs pour équilibrer les indicateurs quantitatifs et qualitatifs qui reflètent la nature politique et intersectionnelle des VFF et capturer le changement transformationnel tout en tenant compte de l'ampleur et de la portée.
- 6 Explorer des options pour établir des processus d'apprentissage collectif, tels qu'une Communauté de Pratique PEF/PDF,** afin de faciliter l'apprentissage Nord-Nord, Sud-Sud et Nord-Sud sur des sujets clés relatifs aux VFF (et au-delà), y compris les meilleures pratiques sur l'utilisation de leviers de la politique étrangère politiques pour aborder les VFF, la production et l'utilisation de données probantes, les mécanismes de suivi et de redevabilité, comment combler le fossé entre la rhétorique et la réalité, et les stratégies pour sauvegarder les engagements politiques à long terme. Envisagez d'identifier des « champions » PEF/PDF au sein des pays intéressés.

Références bibliographiques

- 1 Les pays qui ont développé ou annoncé des plans pour développer une forme de politique étrangère, de développement ou de diplomatie féministe incluent la Suède (2014 ; politique retirée en 2022), le Canada (2017), la France (2018), le Mexique (2020), l'Espagne (2021), le Luxembourg (2021), Allemagne (2022), Chili (2022), Colombie (2022), Libéria (2022), Pays-Bas (2023).
- 2 Ce document utilise le terme « violence à l'égard des femmes et des filles » (VFF) par défaut, conformément au programme « What Works to Prevent VAWG » financé par le FCDO. Lorsque un pays ou une stratégie utilise des termes alternatifs tels que les violences (sexuelles et) basées sur le genre (SBGV), le document utilise le langage de ce pays ou de cette stratégie.
- 3 The Equality Institute (2021) « Objectifs de développement durable et violence à l'égard des femmes et des filles », https://www.equalityinstitute.org/media/pages/resources/sustainable-development-goals-and-violence-against-women-and-girls/7614894f19-1632292646/sdgs-and-vawg_eqi.pdf
- 4 Gouvernement du Canada (2017) « Politique d'aide internationale féministe du Canada », https://www.international.gc.ca/world-monde/issues_development-enjeux_developpement/priorities-priorites/policy-politique.aspx?lang=eng
- 5 Les investissements canadiens dans WVL s'élevaient à 183 millions de CAD en 2021 (ICRW, 2021).
- 6 Voir <https://equalityfund.ca/>
- 7 Ministère des Relations Extérieures (2023) « Politique étrangère féministe colombienne : pacifiste, participative et intersectionnelle », événement parallèle en marge de la 67e session de la Commission de la condition de la femme, mardi 7 mars, 13h15 – 14h30, Siège des Nations Unies (UNHQ), Salle CR A, New York, https://unwlostorage.blob.core.windows.net/csw/475037b3-cda8-4686-997a-c01267482e51_Concept%20note.%20Side-Event.%20Colombian%20Feminist%20Foreign%20Policy.pdf
- 8 Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (2018) « Stratégie internationale de la France pour l'égalité des sexes (2018-2020) », https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/meae_strategie_-_en_cle076525.pdf
- 9 Ministère fédéral des Affaires étrangères (2023) « Lignes directrices pour une politique étrangère féministe : Une politique étrangère pour tous », Communiqué de presse du 1er mars 2023, <https://www.auswaertiges-amt.de/en/aussenpolitik/themen/ffp-guidelines/2585074>
- 10 Conseil de l'Europe (n.d.) « Convention d'Istanbul : Action contre les violences à l'égard des femmes et la violence domestique », <https://www.coe.int/fr/web/istanbul-convention>
- 11 Spotlight Initiative (2019) « Initiative Spotlight : un espoir pour lutter contre le féminicide au Mexique » Communiqué de presse du 29 mai 2019, <https://spotlightinitiative.org/news/spotlight-initiative-hope-fight-femicide-mexicohttps://spotlightinitiative.org/news/spotlight-initiative-hope-fight-femicide-mexico>
- 12 Secrétariat des Relations Extérieures (2020) « Le ministère des Affaires étrangères s'engage à transformer la société en travaillant pour une égalité substantielle » Communiqué de presse du 6 mars 2020, <https://www.gob.mx/sre/prensa/the-foreign-ministry-is-committed-to-transforming-society-by-working-for-substantive-equality?idiom=en>
- 13 Voir <https://forum.generationequality.org/home>
- 14 Organisation internationale du Travail (2019) « C190 - Convention sur la violence et le harcèlement, 2019 (n° 190) », https://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C190
- 15 Gouvernement des Pays-Bas (2022) « Politique étrangère féministe expliquée », Communiqué de presse du 18 novembre 2022, <https://www.government.nl/latest/news/2022/11/18/feminist-foreign-policy-netherlandshttps://www.government.nl/latest/news/2022/11/18/feminist-foreign-policy-netherlands>
- 16 Gouvernement des Pays-Bas (2022) « Ukraine Accountability Conference: a step towards justice », Communiqué de presse du 14 juillet 2022, <https://www.government.nl/latest/news/2022/07/14/ukraine-accountability-conferencehttps://www.government.nl/latest/news/2022/07/14/ukraine-accountability-conference>
- 17 Gouvernement des Pays-Bas (2023) « Points forts d'une année de politique étrangère féministe » Communiqué de presse du 30 mai 2023, <https://www.government.nl/latest/news/2023/05/30/highlights-of-a-year-of-feminist-foreign-policyhttps://www.government.nl/latest/news/2023/05/30/highlights-of-a-year-of-feminist-foreign-policy>
- 18 Ministère des Affaires Étrangères, Union Européenne et Coopération (2021) « La politique étrangère féministe de l'Espagne : promouvoir l'égalité des sexes dans l'action extérieure de l'Espagne », https://www.exteriores.gob.es/es/ServiciosAlCiudadano/PublicacionesOficiales/2021_02_POLITICA%20EXTERIOR%20FEMINISTA_ENG.pdf

- 19 PNUD (2017) « Services essentiels pour les femmes et les filles victimes de violence », <https://www.undp.org/moldova/publications/essential-services-women-and-girls-subject-violence><https://www.undp.org/moldova/publications/essential-services-women-and-girls-subject-violence>
- 20 UNFPA (n.d.) « Nous Décidons : inclure et autonomiser les personnes vivant avec un handicap », <https://www.unfpa.org/wedecide>
- 21 Le Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement (2023) « Stratégie internationale pour les femmes et les filles 2023 à 2030 », <https://www.gov.uk/government/publications/international-women-and-girls-strategy-2023-to-2030><https://www.gov.uk/government/publications/international-women-and-girls-strategy-2023-to-2030>
- 22 Voir <https://www.preventvaw.org/>
- 23 USAID (2023) '2023 ÉGALITÉ DES GENRES ET DES FEMMES' POLITIQUE D'AUTONOMISATION, https://www.usaid.gov/sites/default/files/2023-03/2023_Gender%20Policy_508.pdf
- 24 Département d'État des États-Unis (2022) « Stratégie des États-Unis pour prévenir et répondre aux violences basées sur le genre à l'échelle mondiale 2022 », <https://www.state.gov/signalements/united-states-strategy-to-prevent-and-respond-to-gender-based-violence-globally-2022/>
- 25 Évalué selon le Marqueur de Genre de l'OCDE, qui est un outil statistique qualitatif utilisé pour classer les investissements sur une échelle de 0 à 2, allant d'aucun focus sur le genre (0), à un focus significatif sur le genre (1), ou un focus principal sur le genre (2).
- 26 Papagioti, F., Thompson, L. et Ahmed, S. (2022), « Politique étrangère féministe et financement du développement pour l'égalité des sexes : Une évaluation des engagements », Washington, DC. Centre international de recherche sur les femmes, <https://www.icrw.org/>
- 27 OCDE (n.d.) « Financement du développement pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes », <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-topics/development-finance-for-gender-equality-and-women-s-empowerment.htm>
- 28 Papagioti, F., Thompson, L., & Ahmed, S. (2022) « Politique étrangère féministe et financement du développement pour l'égalité des sexes : Une évaluation des engagements », Centre international de recherche sur les femmes.
- 29 OCDE (n.d.) « Financement du développement pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes », <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-topics/development-finance-for-gender-equality-and-women-s-empowerment.htm>
- 30 USAID (2020) « Action collective pour réduire les violences basées sur le genre (CARE-GBV) », <https://makingcents.com/project/collective-action-to-reduce-gbv/>
- 31 Voir par exemple, Ellsberg, M., Ugarte W, Ovince J, *et al* (2020) « Changement à long terme dans la prévalence de la violence conjugale : une étude de suivi sur 20 ans à León, Nicaragua, 1995-2016 », *BMJ Global Health*.
- 32 Gouvernement des Pays-Bas (2022) « Évaluation finale des opportunités de financement pour le leadership des femmes (FLOW 2) 2016–2020 », Communiqué de presse du 03 février 2022, <https://www.government.nl/topics/egalite-des-genres/documents/signalements/2022/02/03/evaluation-finale-des-opportunités-de-leadership-en-matière-de-financement-pour-les-femmes-flux-2-2016-2020>
- 33 Agence Française de Développement « Fonds de soutien aux organisations féministes », <https://www.afd.fr/fr/fonds-de-soutien-aux-organisations-feministes><https://www.afd.fr/en/support-fund-feminist-organizations>
- 34 Equality Fund, (2023) Un partenariat inédit entre le gouvernement britannique et le Equality Fund apporte de nouvelles ressources—et un élan—aux mouvements féministes <https://equalityfund.ca/news-releases/first-of-its-kind-partnership-between-the-uk-government-and-the-equality-fund-delivers-new-resources-and-momentum-to-feminist-movements><https://equalityfund.ca/news-releases/first-of-its-kind-partnership-between-the-uk-government-and-the-equality-fund-delivers-new-resources-and-momentum-to-feminist-movements/>
- 35 Staszewska, K., Miller, K., & Lever, E. (2020) « Déplacer plus d'argent vers les moteurs du changement : Comment les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux peuvent financer les mouvements féministes », AWID, Mama Cash, Count Me In!
- 36 Idem.
- 37 OCDE (n.d.) « Financement du développement pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes », <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-topics/development-finance-for-gender-equality-and-women-s-empowerment.htm>

- 38 OSAGI (2001) « Résolution historique sur les Femmes, la paix et la sécurité », (S/RES/1325), <https://www.un.org/womenwatch/osagi/wps/>
- 39 Brechenmacher, S. (2023). « L'Allemagne a une nouvelle politique étrangère féministe. » Que signifie-t-elle en pratique ? Fondation Carnegie pour la paix internationale. Extrait de : <https://carnegieendowment.org/2023/03/08/germany-has-new-feminist-foreign-policy.-what-does-it-mean-in-practice-pub-89224https://carnegieendowment.org/2023/03/08/germany-has-new-feminist-foreign-policy.-what-does-it-mean-in-practice-pub-89224>
- 40 George, R. A. (2022). « La politique étrangère féministe de la Suède ne peut pas être annulée ». ForeignPolicy.com. <https://foreignpolicy.com/2022/11/18/sweden-feminist-foreign-policy-billstrom-egalite-des-genres/>
- 41 Affaires mondiales Canada (2017). « La Politique d'aide internationale féministe du Canada ». Extrait de : https://www.international.gc.ca/world-monde/issues_developpement-enjeux_developpement/priorites-priorites/policy-politique.aspx?lang=fr
- 42 Brechenmacher, S. (2023). « L'Allemagne a une nouvelle politique étrangère féministe. » Que signifie-t-elle en pratique ? Fondation Carnegie pour la paix internationale. Extrait de : <https://carnegieendowment.org/2023/03/08/germany-has-new-feminist-foreign-policy.-what-does-it-mean-in-practice-pub-89224https://carnegieendowment.org/2023/03/08/germany-has-new-feminist-foreign-policy.-what-does-it-mean-in-practice-pub-89224>
- 43 Brechenmacher, S. (2023). « L'Allemagne a une nouvelle politique étrangère féministe. » Que signifie-t-elle en pratique ? Fondation Carnegie pour la paix internationale. Extrait de : <https://carnegieendowment.org/2023/03/08/germany-has-new-feminist-foreign-policy.-what-does-it-mean-in-practice-pub-89224https://carnegieendowment.org/2023/03/08/germany-has-new-feminist-foreign-policy.-what-does-it-mean-in-practice-pub-89224>
- 44 Jewkes, R., Willan, S., Heise, L., Washington, L., Shai, N., Kerr-Wilson, A., & Christofides, N. (2020) « Éléments de conception et de mise en œuvre efficaces dans les interventions pour prévenir les violences à l'égard des femmes et des filles », Ce qui fonctionne pour prévenir les violences à l'égard des femmes.
- 45 Ce qui fonctionne pour prévenir les VFF (2020) « Coûts économiques et sociaux des VFF : Preuve brève mars 2020 »
- 46 Voir par exemple, Murphy, M., Hess, T., Casey, J., & Minchew, H. (2019) « Ce qui fonctionne pour prévenir les violences contre les femmes et les filles en situation de conflit et de crise humanitaire : Synthèse », Ce qui fonctionne pour prévenir la violence.
- 47 Raising Voices (n.d.) « The SASA! Approach » <https://raisingvoices.org/women/sasa-approach/>
- 48 Davin, C. (2020) « Apprentissage Collaboratif. » Études de cas de mesure, Align Platform <https://www.alignplatform.org/resources/stepping-stones>
- 49 Ce qui fonctionne pour prévenir les violence (2022) « Fiche-conseil 2 : Renforcer la préparation organisationnelle pour le travail de prévention des violences à l'égard des femmes et des filles (VFF) »
- 50 Jewkes, R., Willan, S., Heise, L., Washington, L., Shai, N., Kerr-Wilson, A., & Christofides, N. (2020) « Éléments de conception et de mise en œuvre efficaces dans les interventions pour prévenir les violences à l'égard des femmes et des filles », Ce qui fonctionne pour prévenir la violence à l'égard des femmes.
- 51 Signalements de l'auditeur général du Canada au Parlement du Canada (2023) « Aide internationale à l'appui de l'égalité des sexes—Affaires mondiales Canada »
- 53 Thompson, L., Ahmed, S., Khokhar, T. (2022) « Définir une politique étrangère féministe ». https://www.icrw.org/wp-content/uploads/2019/04/ICRW_DefiningFeministForeignPolicy_Brief_Revised_v5_WebReady.pdf
- 54 Idem.
- 55 Acheson, R., Ganderberger, M. (2015) « Violence basée sur le genre et le Traité sur le commerce des armes », Ligue internationale des femmes pour la paix. – [https://www.sipri.org/commentary/blog/2019/inclusion-violence-basée-sur-le-genre-préoccupations-transferts-d'armes-décisions-cas-traité-commerce-armes#:~:text=Article%20\(4\)%20de%20la%20violence%20contre%20les%20femmes%20et%20les%20enfants.](https://www.sipri.org/commentary/blog/2019/inclusion-violence-basée-sur-le-genre-préoccupations-transferts-d'armes-décisions-cas-traité-commerce-armes#:~:text=Article%20(4)%20de%20la%20violence%20contre%20les%20femmes%20et%20les%20enfants.)
- 56 Voir « Le Plan d'Action sur le Genre », UNFCCC, <https://unfccc.int/topics/gender/workstreams/the-gender-action-plan>
- 57 Par exemple, voir « Les scientifiques lancent un 'dernier avertissement' sur la crise climatique : agir maintenant ou il sera trop tard », The Guardian, mars 2023, <https://www.theguardian.com/environment/2023/mar/20/ipcc-climate-crisis-signalement-delivers-final-warning-on-15https://www.theguardian.com/environment/2023/mar/20/ipcc-climate-crisis-report-delivers-final-warning-on-15c>
- 58 Voir par exemple, le plan d'action de la Coalition d'Action pour la Justice Climatique Féministe du Forum Génération Égalité https://forum.generationequality.org/sites/default/files/2021-09/FACJ_AC%20.pdf
- 59 Groupe de travail sur la politique étrangère féministe (2021). « Soyez courageux, soyez audacieux : Recommandations pour la politique étrangère féministe du Canada ». Extrait de : <https://www.amnesty.ca/sites/amnesty/files/FFP%20Be%20Brave%20Be%20Bold%20EN.pdf>
- 60 Kerr-Wilson, A., Gibbs, A., McAslan Fraser E., Ramsoomar, L., Parke, A., Khuwaja, HMA., & Jewkes, R. (2020) « Une revue rigoureuse des données mondiales sur les interventions pour prévenir les violences à l'égard des femmes et des filles », Programme mondial What Works to Prevent Violence Against Women and Girls, Pretoria, Afrique du Sud.
- 61 Equality Institute (2019) « Aperçu mondial du plaidoyer et du financement pour la prévention des violences à l'égard des femmes et des filles », p. 11.
- 62 Gouvernement des Pays-Bas, « Points forts d'une année de politique étrangère féministe » <https://www.government.nl/latest/actualités/2023/05/30/points-forts-d'une-année-de-politique-étrangère-féministe>
- 63 <https://www.devex.com/news/mexique-lance-la-premiere-politique-étrangère-féministe-d-amerique-latine-96363https://www.devex.com/news/mexico-releases-latin-america-s-first-feminist-foreign-policy-96363>
- 64 Philipson, D. et Velasco, A. (2022) « Politique étrangère féministe : Un pont entre le global et le local », Yale Journal of International Affairs.
- 65 Staszewska, K., Miller, K., & Lever, E., (2020) « Déplacer plus d'argent vers les moteurs du changement : Comment les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux peuvent financer les mouvements féministes », AWID, Mama Cash, Count Me In!, p.8.
- 66 Voir <https://www.leadingfromthesouth.org/>
- 67 Le Canada, par exemple, s'engage à « aider les gouvernements et les fonctionnaires à collecter et analyser des données désagrégées pour soutenir une meilleure prise de décision », tandis que les États-Unis s'engagent à « collecter et faire un rapport sur les données désagrégées par sexe et les indicateurs standard liés au genre ».
- 68 Ce qui fonctionne pour prévenir les VFF (2020) « Coûts économiques et sociaux des VFF : Evidence Brief March 2020 ».
- 69 Voir <https://women7.org/>

Pour en savoir plus, veuillez visiter notre site web :



@WW2prévenirVFF